

**CONTRAT DE SERVICES N° AA-011722-001**  
**financé par la Plateforme d'investissement pour le voisinage**

CONCLU ENTRE :

la Banque européenne d'investissement, ayant son siège au 98-100, boulevard Konrad Adenauer, L-2950 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg (l'« **Autorité contractante** »),

et

[*Option 1*] <dénomination officielle complète du Consultant> <code ISO du pays>, <statut juridique/titre><sup>1</sup>, <numéro d'enregistrement officiel><sup>2</sup>, <adresse officielle complète>, <numéro de TVA><sup>3</sup> (ci-après le « **Consultant** ») OU

[*Option 2*] le consortium composé de <dénomination officielle complète et code ISO du pays de chaque membre du consortium>, dirigé et représenté par <dénomination officielle complète du chef de file> <code ISO du pays>, <statut juridique/titre><sup>4</sup>, <numéro d'enregistrement officiel><sup>5</sup>, <adresse officielle complète>, <numéro de TVA><sup>6</sup>, (le « **Consultant** »)

L'Autorité contractante et le Consultant étant ensemble les « **parties** » et chacun individuellement une « **partie** »

CONSIDÉRANT CE QUI SUIT :

Au titre d'un contrat de financement daté du 29 décembre 2023, l'Autorité contractante a mis à disposition du Royaume du Maroc un prêt d'un montant maximal de 100M EUR (le « **Contrat de financement** »).

Le 13 décembre 2024, la BEI et l'Union européenne, représentée par la Commission européenne, ont conclu un accord de contribution relatif à l'« Assistance technique pour la « Gestion inclusive et durable des forêts du Maroc - suivi et l'exécution du programme d'investissement » financée par la Plateforme d'investissement pour le Voisinage (numéro de contrat 7000023 89) (ci-après l'« **Accord de Contribution** ») par lequel des ressources ont été mises à la disposition de la BEI afin de financer le coût de services professionnels spécialisés.

Le <date de signature>, l'Autorité contractante a conclu un Accord de coopération avec le Ministère de l'Économie et des Finances du royaume du Maroc et l'Agence Nationale des Eaux et Forêts (le « **Promoteur** » ou le « **Bénéficiaire** ») en lien avec la présente opération d'assistance technique (l'« **Accord de coopération** »).

En lien avec le Contrat de financement et l'Accord de coopération, l'Autorité contractante et le Consultant sont convenus de conclure le présent Contrat de services (le « **Contrat** ») selon les modalités et conditions énoncées ci-après.

**CONDITIONS PARTICULIERES**

- 
- 1 Lorsque la partie contractante est une personne physique.
  - 2 Le cas échéant. Pour les personnes physiques, indiquer le numéro de leur carte d'identité ou passeport ou d'un document équivalent.
  - 3 Sauf lorsque la partie contractante n'est pas immatriculée à la TVA.
  - 4 Lorsque la partie contractante est une personne physique.
  - 5 Le cas échéant. Pour les personnes physiques, indiquer le numéro de leur carte d'identité ou passeport ou d'un document équivalent.
  - 6 Sauf lorsque la partie contractante n'est pas immatriculée à la TVA.

## (1) Objet

Le présent Contrat, portant le numéro d'identification AA-011722-001 et l'intitulé « *Gestion inclusive et durable des forêts du Maroc - AT pour le suivi et l'exécution du programme d'investissement* » a pour objet la prestation des services, décrits en détail à l'annexe II (les « **Services** »), qui seront réalisés au Maroc.

## (2) Structure du contrat

Le Consultant exécutera les Services selon les modalités et conditions énoncées dans le présent Contrat, qui comprend, par ordre de priorité, les présentes conditions particulières (les « **Conditions particulières** ») et les annexes suivantes :

Annexe I – Conditions générales des contrats de services financés par l'Union européenne (les « **Conditions générales** »)

Annexe II – Termes de référence [*le cas échéant, veuillez ajouter tout ou partie des éléments suivants* :], y compris les éclaircissements apportés avant la date limite de soumission des offres et (ou) le procès-verbal de la réunion d'information et (ou) de la visite du site (les « **Termes de référence** »)

Annexe III – Organisation et méthodologie [*le cas échéant, veuillez ajouter ce qui suit* :], y compris les éclaircissements fournis par le soumissionnaire lors de l'évaluation de l'offre

Annexe IV – Experts principaux

Annexe V – Budget <*Pour les contrats en régie uniquement, veuillez ajouter*> ventilation

Annexe VI – Formulaires et autres documents pertinents

Annexe VII – Rapport de constatations factuelles et termes de référence pour une vérification des dépenses>]

Annexe VIII – Traitement des données à caractère personnel

Annexe IX – Clauses contractuelles types (transfert de Responsable du traitement UE/EEE à Sous-traitant pays-tiers)<sup>7</sup>

En cas de contradiction entre les documents ci-dessus, leurs dispositions seront appliquées selon l'ordre de priorité indiqué ci-dessus, les Conditions particulières primant tous les autres.

## (3) Valeur du contrat

Le présent contrat, établi en Euro, est un **contrat en régie**. Sur la base des honoraires maximaux, des dépenses accessoires et des dispositions relatives à la vérification des dépenses définis à l'annexe V, la valeur maximale du contrat est de EUR [●] <**montant**> (*montant en lettres*) (la « **Valeur maximale du contrat** »).

## (4) Date de début

La date de début de la mise en œuvre des Services est fixée à la date de signature du contrat par les deux parties (la « **Date de début** »).

## (5) Période de mise en œuvre

À moins que le contrat ne soit résilié plus tôt, la période de mise en œuvre des Services est de **40 mois** à compter de la Date de début.

## (6) Présentation de rapports

Le Consultant présente des rapports d'avancement selon les modalités précisées dans les Termes de référence.

<sup>7</sup>Veuillez ajouter uniquement en cas de traitement de données à caractère personnel en dehors de l'UE [prestataire de services (ou tout membre du consortium) situé en dehors de l'UE].

**(7) Paiements et compte bancaire**

- 7.1 Conformément à l'article 29 des Conditions générales, les paiements seront effectués en euros sur le compte bancaire notifié par le Consultant à l'Autorité contractante conformément aux articles 7.8 et 20.7 des Conditions générales. Les factures sont transmises par courrier électronique au responsable de l'AT (nom à communiquer lors de la réunion de lancement) et à l'adresse électronique : [glo-cpcm-disbursements@eib.org](mailto:glo-cpcm-disbursements@eib.org).
- 7.2 Les paiements seront effectués selon le calendrier suivant, sous réserve du respect des dispositions des articles 26 à 33 des Conditions générales :

Mois		EUR
1	Premier paiement de préfinancement <sup>8</sup>	<montant> <sup>9</sup>
Base semestrielle	Paiements intermédiaires	<montant> <sup>10</sup>
40	Solde prévisionnel	<montant> <sup>11</sup>
	Total	<Valeur maximale du contrat>

Les montants réels dus après le premier préfinancement varieront. Ils doivent être basés sur la facture du Consultant accompagnée d'un rapport d'avancement intermédiaire et d'un rapport de vérification des dépenses, sous réserve de l'approbation de ladite facture et desdits rapports conformément à l'article 27 des Conditions générales. La facture est présentée après l'approbation du rapport correspondant.

Le montant total de l'avance et des factures intermédiaires émises par le Consultant à l'intention de l'Autorité contractante n'excède pas 90 % de la Valeur maximale du contrat. Si une facture est émise pour un montant supérieur à 90 % de la Valeur maximale du contrat, l'Autorité contractante ne paie que le montant restant dû à concurrence de 90 % de la Valeur maximale du contrat.

- 7.3. Lorsque le Contrat a plusieurs sources de financement, les Services fournis sont facturés en fonction de la ou des sources de financement sous-jacentes (séparément).

**(8) Adresses de contact**

Toute communication écrite relative au présent Contrat entre l'Autorité contractante et le Consultant doit mentionner l'intitulé et le numéro d'identification du Contrat et doit être envoyée aux adresses indiquées ou remise en main propre conformément aux articles 5.3 et 7.8 des Conditions générales.

**(9) Droit et langue du Contrat**

- 9.1 Le présent Contrat et tout litige ou toute réclamation en découlant ou en rapport avec celui-ci sont régis par le droit du Grand-Duché de Luxembourg.
- 9.2 Les tribunaux de la ville de Luxembourg sont seuls compétents pour se prononcer sur tout litige ou toute réclamation découlant du Contrat.
- 9.3 La langue du Contrat et de toutes les communications écrites entre le Consultant, l'Autorité contractante et le Promoteur<sup>12]</sup> est le français.

<sup>8</sup> Le consultant n'est pas tenu de demander un préfinancement.

<sup>9</sup> Maximum de 30 % de la Valeur maximale du contrat si la période de mise en œuvre est inférieure ou égale à 24 mois, et 20 % de la Valeur maximale du contrat si la période de mise en œuvre est supérieure à 24 mois.

<sup>10</sup> Solde prévisionnel - premier paiement de préfinancement

<sup>11</sup> 10 % de la Valeur maximale du contrat.

<sup>12</sup> **Veuillez choisir la définition (Promoteur/Bénéficiaire) conformément au préambule.**

**(10) Régime fiscal et douanier**

Aucun droit, prélèvement ou taxe, y compris la TVA, pouvant être dû dans le ou les pays bénéficiaires ne sera facturé à l'Autorité contractante.

**(11) Autres conditions spécifiques s'appliquant au Contrat**

- 11.1 Toute sous-traitance doit être effectuée conformément à l'article 4 des Conditions générales.
- 11.2 Le Consultant doit prendre les mesures nécessaires pour assurer la visibilité de l'origine du financement du Contrat. Ces mesures doivent être conformes aux dispositions applicables en matière de visibilité, telles qu'énoncées à l'annexe II – Termes de référence.
- 11.3 Les dispositions suivantes modifient ou complètent les Conditions générales :
- 11.3.1 En lien avec les articles 13.2, 13.3 et 13.4 des Conditions générales, le Consultant veille à ce que toutes les polices d'assurance conclues en vertu des présentes dispositions contiennent une renonciation aux droits de subrogation en faveur de l'Autorité contractante.
- 11.3.2 S'agissant de l'article 19.1 des Conditions générales, la « période d'exécution » s'entend comme une référence à toute période spécifique mentionnée dans le Contrat au cours de laquelle certaines tâches ou activités doivent être exécutées et (ou) certaines réalisations doivent être produites.
- 11.3.3 Dans le cadre de l'article 24.2 des Conditions générales, la personne habilitée par l'Autorité contractante à approuver les feuilles de présence du Consultant sur une base mensuelle est le Promoteur/Bénéficiaire. Pour les services fournis hors site, les feuilles de présence doivent être contresignées par le chef de projet ou coordinateur de l'AT désigné par le Consultant.
- 11.4.7 S'agissant de l'article 36 des Conditions générales, le paragraphe suivant est ajouté : « 36.11. l'Autorité contractante peut résilier le présent Contrat sans engager aucune responsabilité, en adressant un préavis écrit au Consultant, si le coût des Services est censé être couvert, en tout ou en partie, par un tiers, y compris l'Union européenne, et si ce financement est annulé ou retiré par le tiers ou si, pour quelque raison que ce soit, la Plateforme d'investissement pour le Voisinage, l'Accord de coopération ou le Contrat de financement] est résilié ou cesse d'être valable et pleinement en vigueur.
- 11.4 Aux fins du point A de l'annexe VIII:
- a) le responsable du traitement des données est Andrew McDowell, Directeur Général, BEI Monde, Banque européenne d'investissement ;
- b) l'avis relatif à la protection des données est disponible à l'adresse suivante : <https://www.eib.org/fr/privacy/procurement.htm>
- 11.5 Aux fins du point B de l'annexe VIII :
- a) l'objet et la finalité du traitement des données à caractère personnel par le Consultant sont les suivants : « AA-011722-001 - *Gestion inclusive et durable des forêts du Maroc - AT pour le suivi et l'exécution du programme d'investissement* », comme décrit dans l'Annex II de ce contrat ;
- b) la localisation des données à caractère personnel traitées par le Consultant et l'accès à ces dernières devront respecter les exigences suivantes<sup>13</sup> :
- i. les données à caractère personnel sont uniquement traitées sur le territoire de l'Union européenne et de l'Espace économique européen **ou du Royaume-Uni**<sup>14</sup> et ne quitteront pas ce territoire ;

<sup>13</sup> Cet article doit être adapté avec prudence sur la base d'une évaluation des risques liés au traitement des données à caractère personnel dans le cadre du contrat en question.

<sup>14</sup> Applicable uniquement si le Prestataire de services est établi au Royaume-Uni et que la durée du Contrat ne s'étend pas au-delà du 27 juin 2025 (ce qui correspond à la période de validité de la décision d'adéquation de la Commission européenne en faveur du Royaume-Uni). Pour un transfert en dehors de l'UE/EEE ou du Royaume-Uni, veuillez contacter la division JU/CORP/PA.

- ii. les données sont conservées exclusivement dans des centres de données situés sur le territoire de l'Union européenne et de l'Espace économique européen **[ou du Royaume-Uni]<sup>15</sup>** ;
  - iii. **l'accès aux données peut être accordé sur la base du besoin d'en connaître uniquement aux personnes autorisées établies dans un pays qui a été reconnu par la Commission européenne comme offrant une protection suffisante des données à caractère personnel<sup>16</sup>** ;
  - iv. le Consultant ne peut modifier le lieu de traitement des données sans l'autorisation préalable écrite de la Banque ;
  - v. S'il est autorisé par l'Autorité contractante<sup>17</sup>, tout transfert de données à caractère personnel effectué dans le cadre du présent Contrat vers des pays tiers ou des organisations internationales satisfait pleinement aux exigences énoncées au chapitre V du règlement (UE) 2018/1725, ainsi qu'aux instructions complémentaires énoncées dans le Contrat ou approuvées par le responsable du traitement des données.
- c) dans un délai de cinq (5) ans à compter de l'expiration ou de la résiliation du Contrat, le Prestataire de services **[supprime effectivement toutes les données à caractère personnel traitées pour le compte du responsable du traitement, ainsi que leurs éventuelles copies,] OU [retourne, sans retard indu et dans un format communément accepté, toutes les données à caractère personnel traitées pour le compte du responsable du traitement, ainsi que leurs copies]<sup>18</sup>**, sauf si le droit de l'Union ou le droit national impose une durée de stockage plus longue des données à caractère personnel ;
- d) les instructions écrites de la Banque sont les suivantes : **[<sup>19</sup>]**
- e) si le Consultant<sup>20</sup> est établi dans un pays tiers [tel que défini au chapitre V du règlement (UE) 2018/1725] ou dans un pays qui devient un pays tiers pendant la durée du Contrat, et que ce pays tiers ne fait pas l'objet d'une décision d'adéquation telle que visée à l'article 47 du règlement (UE) 2018/1725<sup>21</sup>, le Consultant accepte de se conformer aux dispositions de l'Annexe VIII. Les références au règlement (UE) 2016/679 figurant à l'annexe IX

<sup>15</sup> Applicable uniquement si les données sont conservées au Royaume-Uni et si la durée du Contrat ne s'étend pas au-delà du 27 juin 2025 (ce qui correspond à la période de validité de la décision d'adéquation de la Commission européenne en faveur du Royaume-Uni). Pour un transfert en dehors de l'UE/EEE ou du Royaume-Uni, veuillez contacter la division JU/COR/PA.

<sup>16</sup> Une liste des pays couverts par une décision d'adéquation peut être consultée [ici](#).

<sup>17</sup> Les Termes de référence indiqueront si les transferts internationaux de données sont autorisés. Si les transferts internationaux de données sont autorisés, il convient de demander au Consultant d'indiquer les lieux où les données à caractère personnel sont transférées ainsi que les garanties mises en œuvre. Ces garanties sont principalement décrites dans les mesures techniques et organisationnelles des annexes VIII/IX. Nous rappelons que l'exécution d'un contrat de services dans un pays tiers par une entité enregistrée dans l'UE ne sera pas considérée comme un transfert international, tandis que l'exécution d'un contrat de services dans un pays tiers par une entité enregistrée dans un pays tiers sera considérée comme un transfert international. Si les transferts internationaux sont autorisés, les cas i) et iii) première option de l'article 11, paragraphe 6, point b), sont, de facto, sans objet et doivent être supprimés.

<sup>18</sup> Veuillez sélectionner une des deux options.

<sup>19</sup> Les instructions devraient inclure en particulier les objectifs du traitement, les catégories de données pouvant être traitées, les destinataires des données et les moyens avec lesquels les personnes concernées peuvent exercer leurs droits. Exemple d'une enquête : « *Le Prestataire de services traite le prénom, le nom, l'adresse électronique et l'adresse postale uniquement aux fins d'effectuer l'enquête, de la manière décrite à l'Article 7.2, point a). Le Prestataire de services ne demande pas de données issues de catégories spéciales. Le Prestataire de services ne met à disposition les données à caractère personnel qu'au sein de son département Études et enquêtes sur la base du besoin d'en connaître. Le Prestataire de services transmet l'avis relatif à la protection des données disponible à l'article 7.1, point b), aux personnes concernées au moment de la collecte des données à caractère personnel.* »

<sup>20</sup> Il peut s'agir d'un membre de consortium si les opérateurs formant un consortium sont établis tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'EEE. Adapter, le cas échéant.

<sup>21</sup> Une liste des pays couverts par une décision d'adéquation peut être consultée [ici](#).

s'entendent comme des références aux dispositions équivalentes du règlement (UE) 2018/1725.<sup>22</sup> Dans ce cas, le Consultant ne respecte pas les dispositions de l'article 11.6, point b), de l'article 11.6, point b) iii), première option, et de l'annexe [VII/VIII]. À défaut, le Consultant doit apporter à la BEI la preuve de son respect des règles d'entreprise contraignantes, des codes de conduite ou des mécanismes de certification mentionnés à l'article 48, paragraphe 2, point d), du règlement (UE) 2018/1725. Sans préjudice de l'article 3 du règlement (UE) 2016/679, les références contractuelles aux obligations légales assumées par le Consultant en application de la loi sur la protection des données de l'Union sont considérées comme non applicables.]

- 11.6 L'Autorité contractante n'est pas responsable envers le Consultant pour tout acte ou toute omission du [Promoteur/Bénéficiaire<sup>23</sup>] [institution(s) bénéficiaire(s)] [bénéficiaires finals] des Services ou de leurs agents ou employés [ou pour le non-respect par le Promoteur/bénéficiaire<sup>24</sup> de ses obligations énoncées dans l'Accord de coopération]. De tels actes, omissions ou manquements ne seront pas interprétés comme donnant au Consultant le droit de résilier le Contrat en vertu des dispositions de l'article 37 des Conditions générales.
- 11.7 Le Consultant sera un contractant indépendant et rien dans le Contrat ne fera de lui un travailleur, un employé ou un partenaire de l'Autorité contractante.

**[Procédure de signature]**

**[Option 1 : SEQ]** EN FOI DE QUOI, les Parties ont autorisé leurs représentants habilités à signer pour leur compte le présent Contrat en apposant leurs signatures numériques qualifiées respectives, conformément au règlement n° 910/2014 (règlement eIDAS).

**[Option 2 : signature manuscrite]** Le présent Contrat est signé en trois (3) exemplaires originaux en langue française (chaque page étant paraphée par un représentant de chacune des Parties), dont deux (2) originaux pour l'Autorité contractante et un (1) original pour le Consultant.]

Luxembourg, le [date]

[ville], [date]

**Signé pour et au nom de la  
BANQUE EUROPÉENNE  
D'INVESTISSEMENT**

**Signé pour et au nom de [le  
consortium dirigé et représenté par]  
LE CONSULTANT**

\_\_\_\_\_  
[nom, fonction, département]

\_\_\_\_\_  
[nom, fonction]

\_\_\_\_\_  
[nom, fonction, département]

<sup>22</sup> Si un Consultant respecte l'annexe IX, l'annexe VIII n'est pas applicable. Il en va de même pour les articles 11.6 (b) et 11.6.b (iii) première option.

<sup>23</sup> *Veuillez choisir la définition (Promoteur/Bénéficiaire) conformément au préambule.*

<sup>24</sup> *Veuillez choisir la définition (Promoteur/Bénéficiaire) conformément au préambule.*